

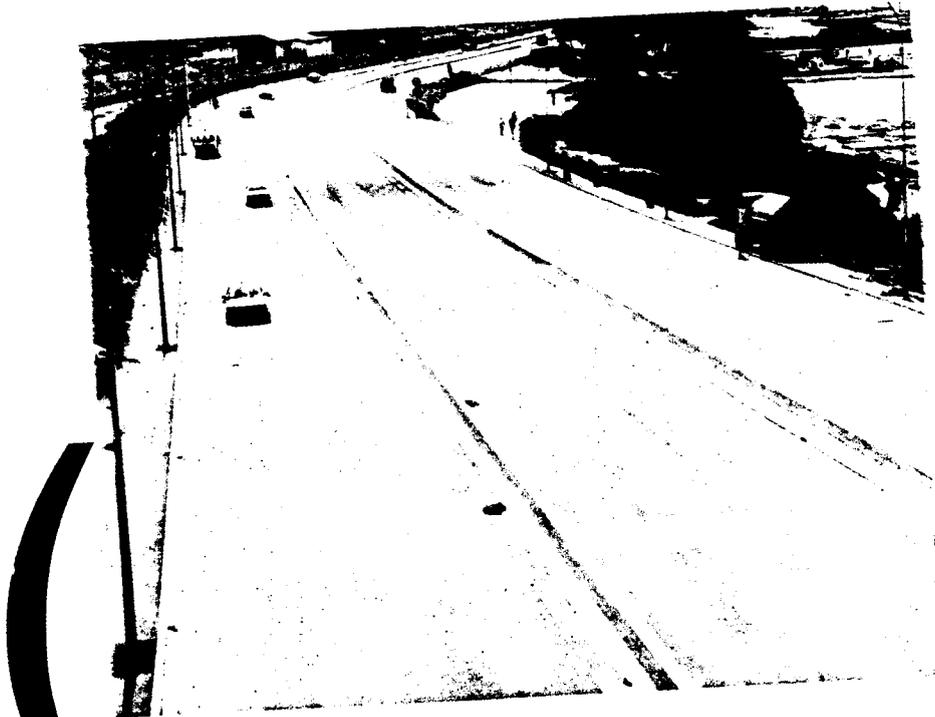
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE BÂTIMENTS
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 JUIN 2000

RAPPORT ANNUEL

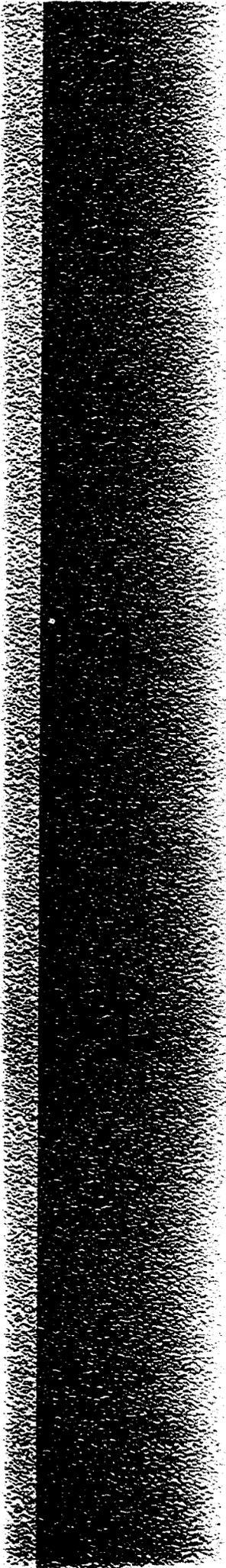
EXERCICE
1999



LE BÂTIMENT C'EST NOUS

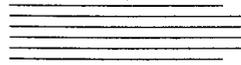


RAPPORT ANNUEL EXERCICE 1999



4	CONSEIL D'ADMINISTRATION
5	DIRECTION
6	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL
7	ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27/06/2000 ORDRE DU JOUR
8	RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999
13	RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
15	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
17	PROJET DES TEXTES DE RESOLUTIONS
19	DOCUMENTS COMPTABLES





VINCENT TIKO DJEDJE

Président du Conseil

RESENTEE PAR :

RY-GUIGUI Gabriel

Administrateur

Niagne Couffaux

Administrateur

Administrateur

Administrateur

LE CAPE PRES

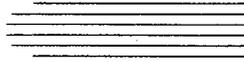
Administrateur

Expert-Comptable diplômé

Inscrit près la Cour d'Appel d'Abidjan

Expert-Comptable diplômé

Inscrit près la Cour d'Appel d'Abidjan



DIRECTEUR GENERAL

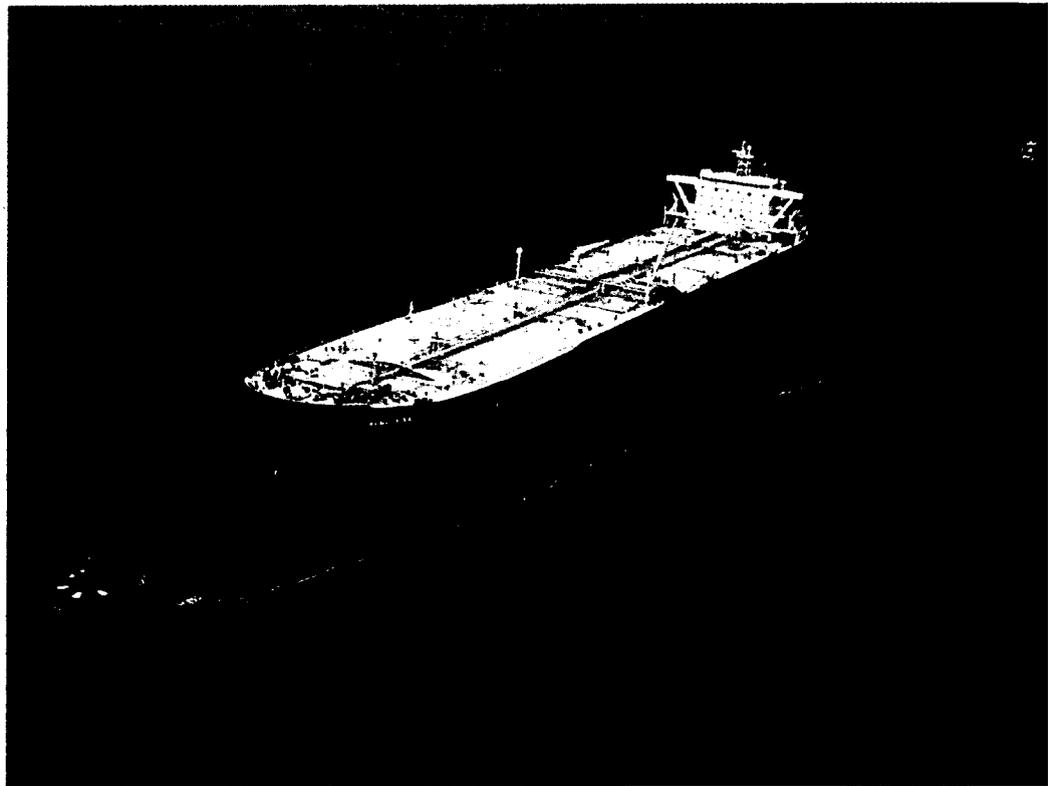
M. TOURE Moussa

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

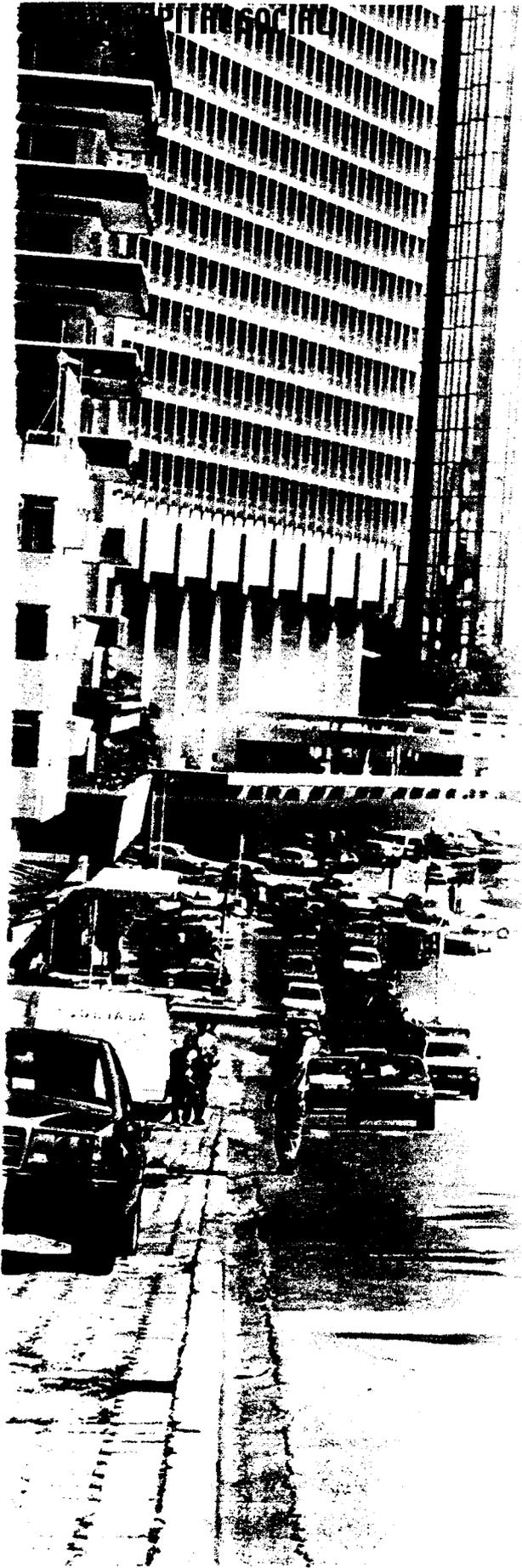
M. ACQUAH ANVO Joseph

DIRECTEUR MARKETING

M. KHISSY BEYNIUAH Honoré



REPARTITION



SIR

53,229 %

DIVERS PRIVES

36,954 %

SHELL - CI

5,744 %

PERSONNEL SMB

4,000 % (*)

AUTRES

0,003 %

TOTAL

100,000 %

(*) - dont 2 % en portage par la COFINCI

ORDRE DU JOUR

- 1- Audition du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'A.G.O
- 2- Audition des Rapports des Commissaires aux comptes
- 3- Approbation des comptes annuels clos le 31/12/99
- 4- Affectation des résultats
- 5- Approbation des conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA
- 6- Quitus aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux comptes
- 7- Changement dans la composition du Conseil d'Administration
- 8 - Fixation du montant des jetons de présence
- 9- Adoption des résolutions

ATTENTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire
du 27 Juin 2000
se tiendra à 10 H 30 à l'Hôtel Ivoire, salle
"Aux 4 coins du monde" (Casino)



RAPPORT DE GESTION

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999

L'activité de la société au cours de l'exercice 1999 s'est déroulée dans un environnement économique incertain et très perturbé, marqué par une augmentation importante des prix de la matière première et du taux du dollar américain.

Si la hausse conjuguée de la matière première et de la devise a renchéri le coût de production, les prix des produits finis n'ont pas suivi le mouvement, causant ainsi un manque à gagner pour l'entreprise. Ce facteur défavorable a été plus significatif sur le marché national de bitumes où les prix administrés sont restés figés depuis plusieurs années.

Par ailleurs, tout au long de l'exercice 1999, le cours du dollar US n'a pas cessé de croître, passant d'une prévision budgétaire de **550 FCFA** à une moyenne réelle annuelle de **616 FCFA**, soit un accroissement de **12 %**.

Dans l'ensemble, l'activité bitumes a connu une baisse généralisée en 1999 du fait d'événements exceptionnels et imprévisibles. Ainsi, par rapport à l'exercice précédent, le traitement de brut au niveau de l'outil de production a baissé de **24,3 %**, presque dans les mêmes proportions que les achats de matière première (**24,5 %**).

Les ventes de produits bitumineux ont diminué globalement de **22,9 %**. Cette baisse a été plus ressentie sur le marché national et dans la zone de desserte, marchés qui ont régressé respectivement de **46,4 %** et de **70,7 %** par rapport à l'exercice 1998.

Quant à l'exportation, malgré la baisse générale observée de **14,6 %**, l'on a constaté une embellie sur certains marchés comme le Ghana, le Cameroun et la Mauritanie. Il faut noter que ces ventes à l'exportation auraient pu atteindre un volume plus important en 1999, si des difficultés liées à la production et à la logistique n'avaient pas sérieusement perturbé l'activité de la société.

C'est donc dans cet environnement économique défavorable et peu porteur que nous allons examiner l'activité de notre société sous ses différents aspects :

I - AU PLAN TECHNIQUE

A - ACHATS ET TRAITEMENT DE BRUTS

Pour le compte de l'exercice clos le 31 décembre 1999, la SMB a acheté pour **256 227,569 TM** de bruts lourds à bitumes (Bachaquero 17° API, Maya et divers bruts SIR) d'une valeur de **16 920 677 658 F CFA** contre **322 969,205 TM** pour une valeur de **12 570 470 646 F CFA** au 31 décembre 1998, ce qui représente une baisse de **20,7 %** en quantité mais une hausse de **34,6 %** en valeur.

Au 31 décembre 1999, l'usine a traité **223 391,748 TM** de bruts à bitumes contre **294 971,469 TM** en 1998, soit une diminution de **24,3 %**.

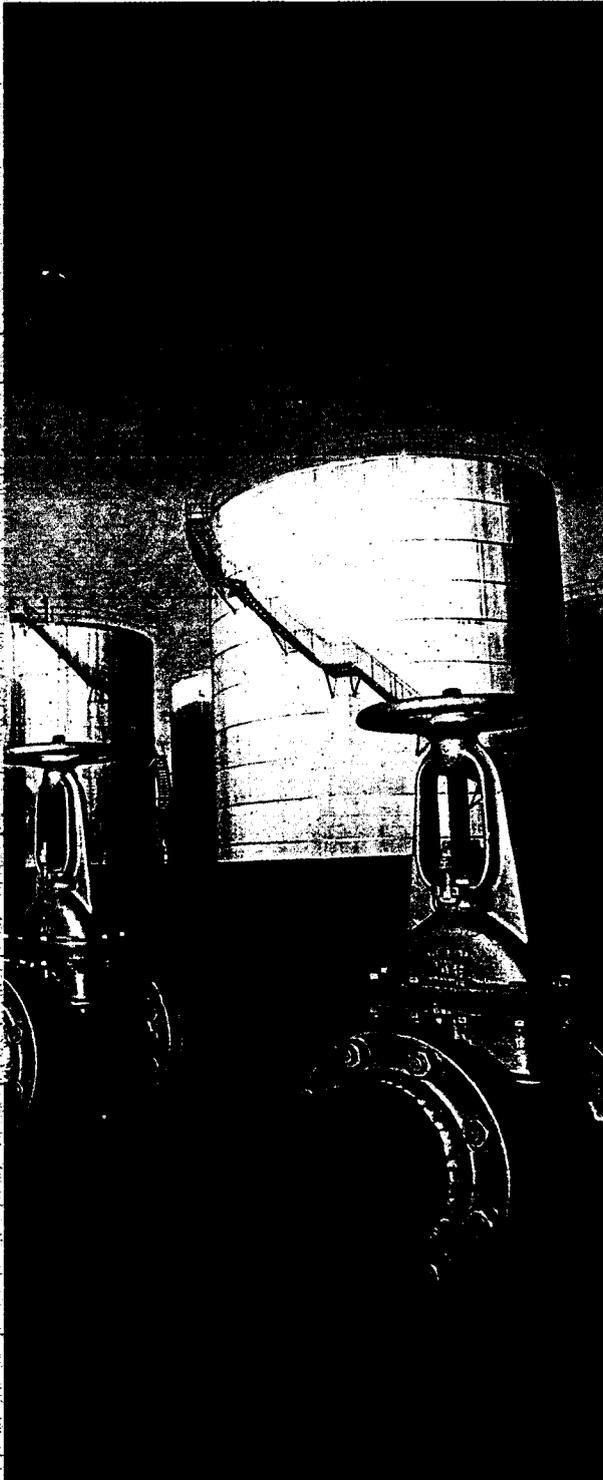
Le traitement de bruts lourds a permis d'obtenir au 31 décembre 1999, **109 444,036 TM** de distillats et **113 624 TM** de bitumes (toutes catégories confondues).

L'unité SMB a traité à façon pour le compte de SIR au 31 décembre 1999, **188 446 TM** de bruts légers et de slops (au titre du processing).

Ces différents traitements (**411 837,748 TM**) ont donc permis à l'unité SMB de réaliser un taux d'occupation de **75 %** au terme de l'exercice 1999. Ce qui, comparé à celui de 1998 (**500 548,469 TM**), représente une baisse de **21,5 %** de volume traité.

B - INVESTISSEMENTS TECHNIQUES

Les investissements techniques réalisés sur l'exercice clos le 31 décembre 1999 s'élèvent à **216 541 980 F CFA** y compris des encours de **164 259 865 F CFA**. Pendant le même exercice, les investissements administratifs réalisés se chiffrent à **159 951 975 F CFA**, soit un total général de **376 493 955 F CFA**.



II - AU PLAN COMMERCIAL

A - LES VENTES

Les ventes des produits bitumineux s'élèvent à **113 097,52 TM** toutes qualités confondues pour un chiffre d'affaires de **8 992 895 738 F CFA** contre **146 509,905 TM** pour un chiffre d'affaires de **11 009 499 913 F CFA** en 1998, soit une baisse de **22,9 %** en volume et de **18,3 %** en valeur.

Les ventes de bitumes de l'exercice 1999 se répartissent comme suit :

- Marché national

Ventes de **11 120,896 TM** de bitumes pour un chiffre d'affaires de **944 653 363 F CFA** à comparer aux réalisations de 1998 qui s'élevaient à **20 741,122 TM** pour une valeur de **1 785 160 034 F CFA**, soit une régression de **46,4 %** en quantité et **47,1 %** en valeur.

- Pays de la zone dite de desserte

La SMB a réalisé en 1999, des ventes de **2 899,873 TM** de bitumes pour un chiffre d'affaires de **209 306 780 F CFA** contre **9 895,666 TM** de bitumes et un chiffre d'affaires de **815 088 544 FCFA** en 1998, soit une baisse substantielle de **70,7 %** en volume et **74,3 %** en valeur.

- Exportations

Les ventes s'élèvent à **99 076,753 TM** de produits bitumineux pour un chiffre d'affaires de **7 838 935 595 F CFA** contre **115 954,117 TM** et un chiffre d'affaires de **8 409 250 440 F CFA** en 1998, soit une baisse de **14,6 %** en volume et de **6,8 %** en valeur.

- Ventes de distillats

Tous les distillats produits par la SMB au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1999, ont été vendus à SIR (**109 444,036 TM**) pour un chiffre d'affaires de **10 869 838 533 F CFA** contre **147 406,500 TM** en 1998 pour un chiffre d'affaires de **10 963 919 476 F CFA**, soit une régression de **25,8 %** en volume et de **0,9 %** en valeur.

B - LE PROCESSING

Le processing (ou traitement à façon) effectué dans notre usine pour le compte de SIR a permis de générer un chiffre d'affaires de **184 747 879 F CFA** (**188 446 TM**) contre **176 981 280 F CFA** (**205 577 TM**) en 1998, soit une hausse de **4,4 %**.



III - AU PLAN ADMINISTRATIF ET FINANCIER

A - GESTION ADMINISTRATIVE ET DU PERSONNEL

L'exercice 1999 a été marqué par le départ volontaire de deux agents dont un cadre de la Direction Marketing et par la démission d'un autre cadre du même département. Par la suite, la société a procédé au recrutement de deux agents commerciaux et d'un comptable. Ces recrutements ont pour objet de renforcer l'effectif et de se donner les moyens humains nécessaires pour une meilleure gestion de l'entreprise face aux nouveaux enjeux de secteur; ils ont été effectués également dans le souci de corriger la pyramide des âges et palier le départ de certains agents qui seront bientôt admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

B - FORMATION DU PERSONNEL

La SMB a entrepris au cours de l'exercice 1999 un programme vigoureux de formation professionnelle tant sur le plan local qu'à l'extérieur du pays pour faire face aux besoins exprimés non seulement au niveau du personnel déjà en place mais par rapport aux nouvelles recrues.

C - GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE

Au cours de l'exercice 1999, la SMB s'est engagée à achever la réalisation de son projet informatique et à se conformer, dans le cadre de la commission SIR/SMB créée à cet effet, aux exigences du passage à l'an 2000. Ainsi, elle a acquis un ensemble de logiciels pour conférer plus de souplesse de fonctionnement et de fiabilité à la comptabilité et au contrôle de gestion.

Par ailleurs, la SMB a renouvelé en septembre 1999 la Convention de Crédit Offshore (revolving sur 90 jours) conclue en 1997 avec le consortium CITIBANK / AFREXIMBANK mais pour un montant de 7 millions de Dollars US (contre 12 millions en 1998), pour faire face au financement de l'achat de la matière première. Notre société a, par conséquent, fonctionné sur la majeure partie de l'année avec ses fonds propres et des crédits spots locaux à des taux relativement compétitifs (en moyenne 7 %).

D - RESULTATS FINANCIERS

Au plan financier, l'exercice 1999 a enregistré un chiffre d'affaires global de **21 184 466 734 F CFA** contre **23 063 100 717 F CFA** en 1998, soit une diminution de **8,2 %** liée à la baisse généralisée de l'activité de la société au cours de l'année 1999.



Les charges d'exploitation (hors achats, dotations aux amortissements et provisions) s'élèvent globalement à **6 538 386 905 F CFA** contre **6 741 561 979 F CFA** en 1998. La comparaison de ces charges montre une diminution en 1999 de **3%**; cette réduction s'explique essentiellement par la baisse du volume d'activités et des frais financiers supportés par l'entreprise.

Les dotations aux amortissements et provisions se chiffrent au 31/12/1999, à **591 133 287 F CFA** contre **680 547 775 F CFA** au 31/12/1998, soit une baisse de **13,1 %** par rapport à l'exercice écoulé.

Le résultat net après déduction de l'impôt BIC se situe au 31/12/1999 à **919 895 295 F CFA** contre **1 266 141 362 F CFA** au 31/12/1998, soit une régression de **27,4 %**.

E - PRIVATISATION

La privatisation de la société s'est poursuivie en 1999 avec la cession de la totalité des parts détenues par PETROCI, consacrant ainsi le retrait total de l'Etat du capital de la SMB.

La nouvelle répartition du capital social se présente comme suit :

SIR	:53,299 %
DIVERS PRIVES	:36,954 %
SHELL-CI	:5,744 %
PERSONNEL SMB	:4,000 % (*)
AUTRES	:0,003 %
TOTAL	:100,000 %

(*) - dont 2% en portage par la COFINCI

Dans l'environnement économique ci-dessus évoqué et qui s'est traduit au cours de l'exercice 1999 par une certaine morosité au niveau du marché financier sous-régional, l'action SMB a eu un comportement relativement satisfaisant à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). Elle a évolué dans une fourchette de cours se situant entre **16 500** et **22 000 F CFA** avec une stabilisation autour de **20 000 F CFA** au cours des deux derniers mois de l'exercice 1999 (novembre et décembre). Nous rappelons pour mémoire que le cours d'introduction en bourse est de **11 675 F CFA**.

F - AFFECTATION DES RESULTATS

Au vu de ce qui précède, votre Conseil d'Administration estime possible de verser un dividende aux actionnaires et vous propose d'affecter comme suit les résultats de l'exercice clos le 31/12/1999 :

Un bénéfice distribuable de :
919 895 295 F CFA

De ce bénéfice, il faut retrancher la dotation à la réserve statutaire qui est de :
(183 979 059 F CFA)

Et ajouter le report à nouveau de l'exercice précédent de :
880 241 013 F CFA

Donnant un total à la disposition des actionnaires de:
1 616 157 249 F CFA

De ce total, nous proposons de soustraire le dividende alloué aux actionnaires qui s'élève à :
974 400 000 F CFA

Ce qui laisse un solde positif de **641 757 249 F CFA** que nous vous proposons de reporter à nouveau.

En conséquence, nous vous proposons qu'il soit versé un dividende brut de **2 000 F CFA** par action, sur la base d'un montant total d'actions de **487 200**, ce qui entraîne un dividende net par action (après déduction de l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières, IRVM) de **1 800 F CFA**.

Ce dividende, Mesdames et Messieurs les Actionnaires, se situe au même niveau que celui versé au terme de l'exercice 1998 malgré la baisse de l'activité et du résultat de l'exercice 1999. Malgré les difficultés rencontrées en 1999, votre Conseil d'Administration continue de vous témoigner sa volonté de maintenir la rémunération des capitaux que vous avez bien voulu investir dans votre société.

G - PERSPECTIVES 2000

Les ventes réalisées sur les cinq premiers mois de l'exercice 2000 sont de **49 368 TM** de bitumes et de **48 000 TM** de distillats; soit un taux de réalisation de **79 %** des prévisions budgétaires de la période. Au 31 décembre 2000, nous comptons réaliser des ventes de **139 000 TM** de bitumes et de **136 000 TM** de distillats, ce qui correspond à un taux prévisionnel de réalisation de **90 %** du budget 2000.

Ces ventes seront réalisées à partir d'un traitement annuel de **280 000 TM** de bruts à bitumes. Si l'on considère un traitement à façon d'environ **200 000 TM** pour le compte de SIR, le taux annuel d'occupation de l'unité de production sera de **87 %**.

Au vu de ce qui précède, nous pouvons déduire que les résultats financiers qui découleront de l'activité de la société au terme de l'exercice 2000 seront satisfaisants.

Nous ne pouvons terminer ce rapport sans exprimer notre gratitude aux Administrateurs qui quittent notre Conseil d'Administration, pour la qualité de leur assistance à la société. Il s'agit de **MM. YEBOUE Lazare, BENDJO Akossi Noël et BERTE Guy-Robert**, tous trois représentant la SIR, de **M. YOUNGUBARE Gilbert**, représentant PETROCI HOLDING, de **M. AKE Joachim**, représentant le Ministère des Ressources Minières et Pétrolières, de **MM. N'GORAN TECHKLY et BA Mahamadou**, représentant le Ministère de l'Economie et des Finances.

Nous adressons également nos vifs remerciements à l'ensemble du personnel de la SMB pour la qualité du travail fourni et les bons résultats qu'ils nous a permis d'obtenir, malgré les difficultés rencontrées.

Le Conseil d'Administration

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

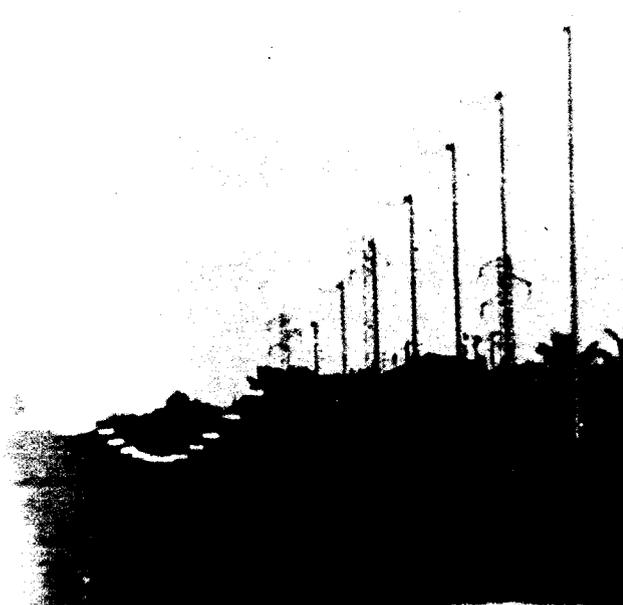
- le contrôle des états financiers annuels de la Société Multinationale de Bitumes (SMB), tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

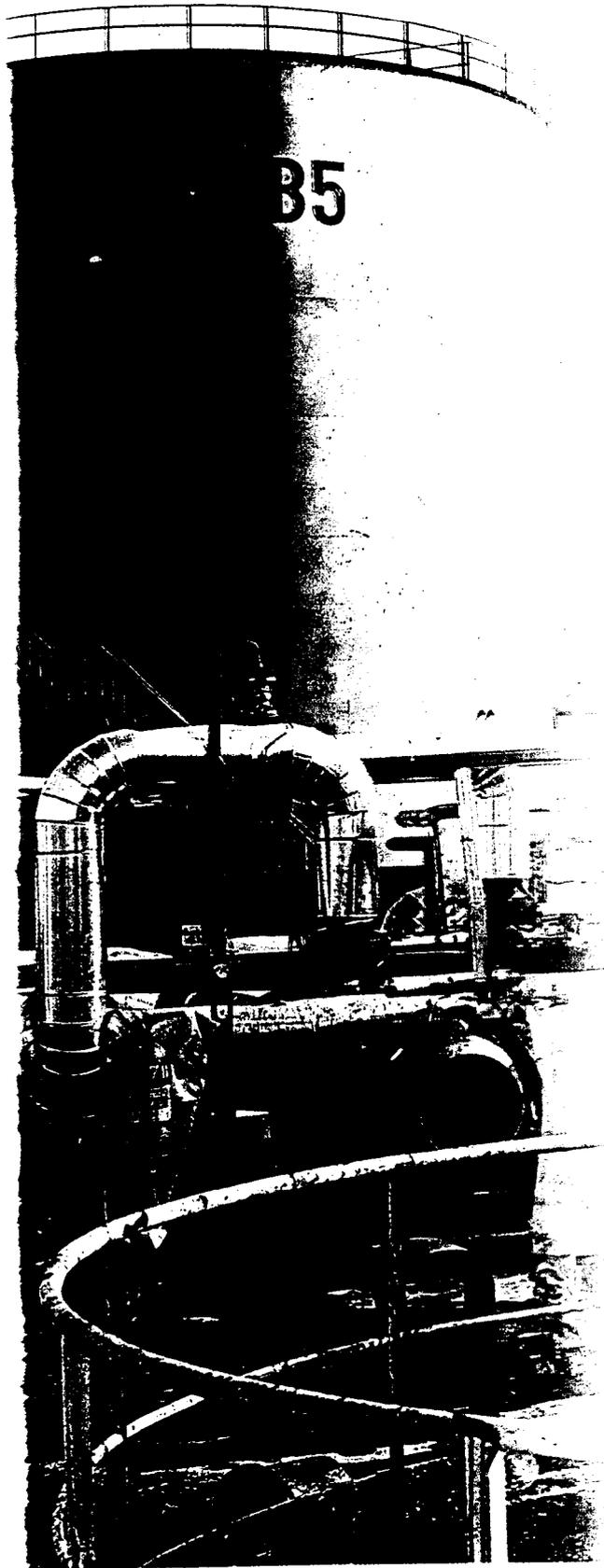
Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I - OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles comptables généralement admises en Côte d'Ivoire.





35

II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG - CCCA

Daouda SANGARE
Expert-Comptable Diplômé

Christian MARMIGNON
Expert-Comptable Diplômé Associé

Fait à Abidjan, le 05 Juin 2000

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention d'assistance continue de la SIR à la SMB

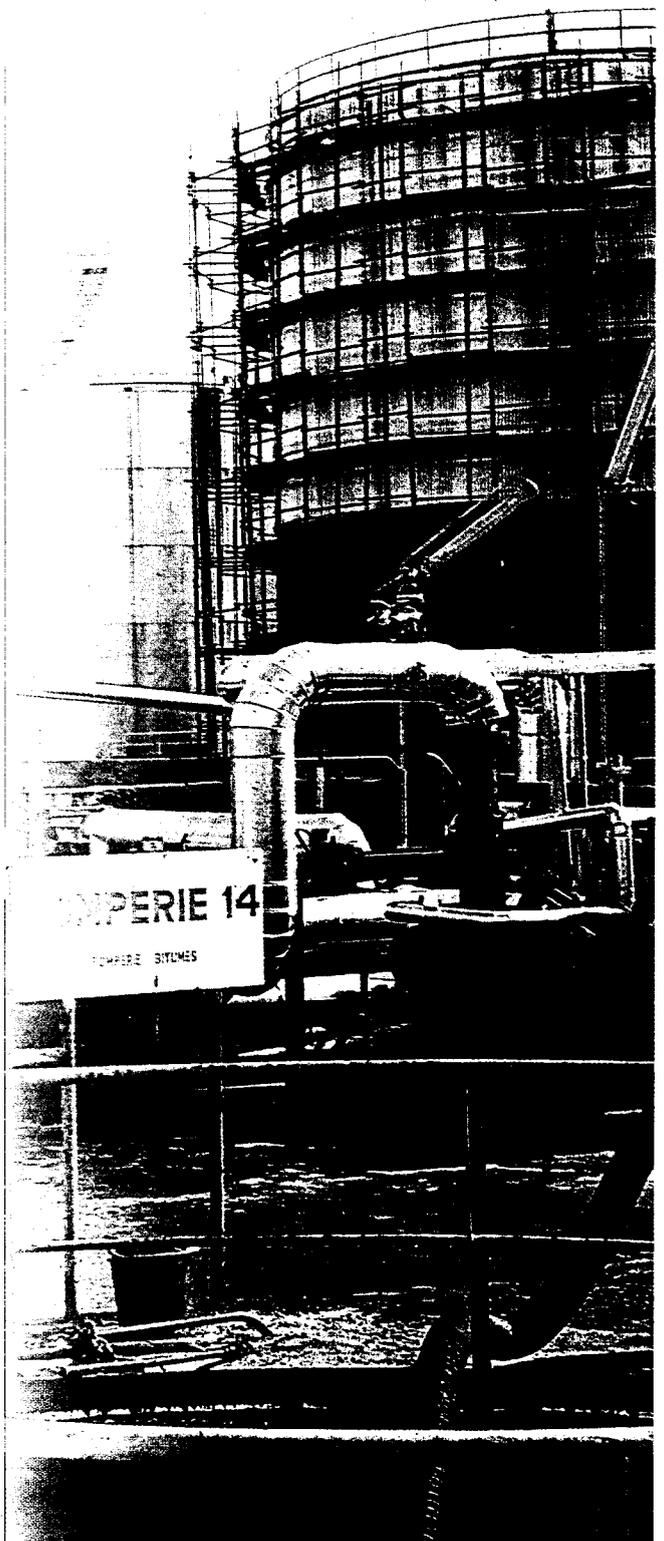
Administrateur concerné :
SIR

Nature et modalités :

Convention par laquelle la société SIR s'engage à assister de façon générale la SMB dans l'exploitation et l'entretien de ses unités de production. Les domaines couverts par cette convention sont les suivants :

Nature et objet :

- Mise à disposition du "Savoir faire SIR".
- Mise à disposition du service médical.
- Assistance maintenance et suivi technique.
- Oeuvres sociales.
- Locations de bacs.
- Maintenance logiciel industriel.
- Location de terrain.
- Mise à disposition de personnel.



Modalités et rémunération :

Les montants facturés à la SMB au titre de ces différentes prestations au cours de l'exercice 1999 sont les suivants :

- *Rémunération au titre du "savoir faire SIR"*
F CFA 484 millions dont **F CFA 385 millions** correspondant au différentiel de facturation relatif à la capacité non utilisée par la SIR des unités SMB.
- *Rémunération au titre de la mise à disposition du service médical* : **F CFA 22 millions.**
- *Rémunération au titre de la maintenance et du suivi technique* : **F CFA 208 millions.**
- *Rémunération au titre des oeuvres sociales*
F CFA 19 millions
- *Rémunération au titre de la location des bacs*
F CFA 29 millions.
- *Rémunération au titre de la maintenance des logiciels industriels* : **F CFA 2,8 millions**
- *Rémunération au titre de la location du terrain SIR* : **F CFA 7 millions.**
- *Rémunération au titre de la mise à disposition de personnel* : **F CFA 302 millions.**

Convention de location de ligne de bitume avec la société PETROCI

Administrateur commun:
PETROCI HOLDING

Nature et objet :
Convention par laquelle la société PETROCI loue ses lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération:
Le montant facturé à la SMB au titre de cette prestation s'élève à **F CFA 111,5 millions** pour l'exercice 1999.

Convention de location de bacs de la société Shell

Administrateur concerné:
Shell-CI

Nature et objet:
Convention de location par la société Shell-CI de bacs de stockage de bitume.

Modalités et rémunération:
Le montant facturé à la SMB au titre de cette location pour l'exercice 1999 s'élève à **F CFA 7 millions.**

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous a été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG - CCCA

Daouda SANGARE
Expert-Comptable Diplômé

Christian MARMIGNON
Expert-Comptable Diplômé Associé

Fait à Abidjan, le 05 Juin 2000



PROJET DES TEXTES DE RESOLUTIONS

A SOUMETTRE A L'APPROBATION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 27 JUIN 2000

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport d'activité du Conseil d'Administration, approuve ce document dans son intégralité.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport Général des Commissaires aux Comptes, approuve ce document dans toutes ses parties.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés commerciales, déclare approuver ces conventions et donne quitus aux administrateurs à cet égard.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des Etats Financiers de synthèse arrêtés au 31 décembre 1999, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé à tous les Administrateurs.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la notification faite au Conseil d'Administration de la SMB :

• Par la SIR :

- de la désignation de Messieurs **LOHOURY-GUIGUI Gabriel** et **DJEDJRO Niagne Guillaume** en qualité de représentants permanents de la SIR au sein du Conseil d'Administration de la SMB en remplacement de Messieurs **YEBOUE Lazare** et **BENDJO Akossi Noël**,

- du retrait de Monsieur **BERTE Guy-Robert** comme représentant permanent de la SIR au Conseil d'Administration de la SMB.

• Par la **PETROCI HOLDING** (Etat de Côte d'Ivoire), de sa démission de ses fonctions d'administrateur.

En conséquence, Messieurs :

- **YOUNGUBARE Gilbert** (PETROCI HOLDING)
- **AKE Joachim** (Ministère des Ressources Minières et Pétrolières)
- **N'GORAN TECHKLY** (Ministère de l'Economie et des Finances)
- **BA Mahamadou** (Ministère de l'Economie et des Finances)

ne siègent plus au Conseil d'Administration de la SMB.

En raison de cette démission, le Conseil d'Administration de la SMB est composé des administrateurs suivants :

- Monsieur **Vincent TIOKO DJEDJE** (SIR)
- Monsieur **Gabriel LOHOURY-GUIGUI** (SIR)
- Monsieur **Guillaume Niagne DJEDJRO** (SIR)
- Monsieur **Frank TOPIN** (SIR)
- Monsieur **Adama DAO** (SIR)
- Monsieur **Théodore AKUESON-GANNYI** (SHELLCI)

L'Assemblée exprime sa gratitude à Messieurs **YEBOUE Lazare**, **BENDJO Akossi Noël**, **AKE Joachim**, **YOUNGUBARE Gilbert**, **N'GORAN TECHKLY**, **BA Mahamadou** et **BERTE Guy-Robert** pour la qualité de leur assistance à la société et pour leur apport inestimable au sein du Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix
est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne décharge aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration à titre d'indemnité de fonction, et pour l'exercice écoulé, des jetons de présence dont le montant brut est fixé à **18 181 866 F CFA**.

Cette indemnité de fonction sera répartie entre les administrateurs par le Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate, l'existence d'un bénéfice net de **F CFA 919 895 295**.

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux propositions du Conseil d'Administration du 31/05/2000 décide d'affecter les résultats comme suit :

- Bénéfice distribuable:	919 895 295 F CFA
- Dotation réserve statutaire:	(183 979 059 F CFA)
- Report à nouveau exercice antérieur:	880 241 013 F CFA
- TOTAL I (à la disposition des actionnaires):	1 616 157 249 F CFA
- Premier dividende: (1 218 000 000 x 6%)	(73 080 000 F CFA)
- Super Dividende:	(901 320 000 FCFA)
- TOTAL II (Dividende aux actionnaires):	(974 400 000 F CFA)
- Reliquat à inscrire en compte de report à nouveau:	641 757 249 F CFA

Soit un dividende brut par action de **2 000 F CFA** sur la base de **487 200** actions et un dividende net par action de **1 800 F CFA**.

Ce dividende sera mis en paiement le **18 juillet 2000**

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

DIXIEME RESOLUTION

L'ensemble des résolutions précédentes ayant été adoptées, tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou d'extraits certifiés conformes du présent procès-verbal pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à



BILAN

AU 31 DECEMBRE 1999

BILAN ACTIF	BRUT	Exercice 1999 Amort/Prov	NET	Exercice 1998 Net
ACTIF IMMOBILISE				
Charges immobilisées				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement	22 500 000	1 997 260	20 502 740	
Brevets, Licences, Logiciels	54 789 000	5 940 036	48 848 964	
Autres immobilisations incorporelles	24 160 000	13 659 352	10 500 648	15 332 278
Immobilisations corporelles				
Bâtiments	285 830 868	285 830 868		
Installations et agencements	313 966 547	186 999 339	126 967 208	124 512 949
Matériel	6 982 051 684	6 162 982 729	819 068 955	721 889 319
Matériel de transport	167 219 340	115 752 688	51 466 652	68 482 376
Avances et acomptes versés sur immobilisations				
Immobilisations financières				
Titres de participation	503 750 000		503 750 000	503 750 000
Autres immobilisations financières dont H.A.O.	575 779 074		575 779 074	310 840 139
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	8 930 046 513	6 773 162 272	2 156 884 241	1 744 807 061
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.				
Stocks				
Matières premières et autres Approvisionnements	6 059 731 614	137 822 067	5 921 909 547	2 087 833 988
Produits fabriqués	1 315 644 003		1 315 644 003	712 163 296
Créances et emplois assimilés				
Fournisseurs, avances versées	746 753 969		746 753 969	147 041 398
Clients	5 664 700 389		5 664 700 389	3 589 152 014
Autres créances	146 532 798	9 968 424	136 564 374	1 204 775 667
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	13 933 362 773	147 790 491	13 785 572 282	7 740 966 363
TRESORERIE - ACTIF				
Titres de placement	3 330 062 340		3 330 062 340	2 248 840 000
Banques, chèques postaux, caisse	684 023 667	71 581 418	612 442 249	1 727 294 342
TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	4 014 086 007	71 581 418	3 942 504 589	3 976 134 342
Ecarts de conversion - Actif (IV)	122 270 100		122 270 100	15 224 124
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	26 999 765 393	6 992 534 181	20 007 231 212	13 477 131 890

BILAN

AU 31 DECEMBRE 1999

BILAN PASSIF

Exercice 1999

Exercice 1998

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Capital		
Actionnaires capital non appelé	1 218 000 000	1 218 000 000
Primes et réserves		
Réserves indisponibles	243 600 000	121 800 000
Réserves libres	905 358 099	905 358 099
Report à nouveau	880 241 013	710 299 651
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	919 895 295	1 266 141 362
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	4 167 094 407	4 221 599 112
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Emprunts	507 918 774	369 180 319
Dettes financières diverses	3 787 364	4 098 852
Provisions financières pour risques et charges	1 298 372 845	2 059 095 661
TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	1 810 078 983	2 432 374 832
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	5 077 173 390	6 653 973 944
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O	4 364 000	4 364 000
Clients, avances reçues	71 084 377	278 836
Fournisseurs d'exploitation	7 881 075 555	3 655 497 656
Dettes fiscales	193 654 089	176 215 322
Dettes sociales	79 666 498	77 592 745
Autres dettes	18 423 031	193 735 352
Risques provisionnés		
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	8 248 267 550	4 107 683 911
TRESORERIE PASSIF		
Banques, crédits d'escompte		
Banques, crédits de trésorerie	5 731 946 982	17 952 163
Banques, découverts	14 497 395	2 692 481 295
TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	5 746 444 377	2 710 433 458
Ecarts de conversion - Passif (V)	35 345 895	5 040 577
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 007 231 212	13 477 131 890

COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 1999

Compte de Resultat CHARGES	VARIATIONS			
	Exercice 1999 (1)	Exercice 1998 (2)	VALEUR (1) - (2)	% [(1) - (2)] / (2)
ACTIVITE D'EXPLOITATION				
Achats de matières premières et fournitures liées	17 089 266 020	12 925 609 866	4 163 656 154	32,21%
- Variation de stocks	(3 746 540 076)	962 425 811	(4 708 965 887)	-489,28%
Autres achats	579 116 910	632 761 819	(53 644 909)	-8,48%
- Variation de stocks	50 417 112	(24 884 371)	75 301 483	-302,61%
Transports	2 588 452 909	2 468 442 102	120 010 807	4,86%
Services extérieurs	1 811 812 285	2 249 361 929	(437 549 644)	-19,45%
Impôts et taxes	241 608 294	187 116 343	54 491 951	29,12%
Autres charges	1 298 660 529	67 907 820	1 230 752 709	1812,39%
Charges de personnel	849 880 413	830 796 087	19 084 326	2,30%
Dotations aux amortissements et aux provisions	591 133 287	680 547 775	(89 414 488)	-13,14%
Total des charges d'exploitation	21 353 807 683	20 980 085 181	373 722 502	1,78%
ACTIVITE FINANCIERE				
Frais financiers	226 224 266	482 630 647	(256 406 381)	-53,13%
Pertes de change	251 534 008	264 645 175	(13 111 167)	-4,95%
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Total des charges financières	477 758 274	747 275 822	(269 517 548)	-36,07%
Total des charges des activités ordinaires	21 831 565 957	21 727 361 003	104 204 954	0,48%
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)				
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	31 109 608		31 109 608	
Charges H.A.O.				
Dotations H.A.O.				
Total des charges H.A.O.	31 109 608		31 109 608	
Impôts sur le résultat	572 497 369	670 446 088	(97 948 719)	-14,61%
Participation des travailleurs				
Total participation et impôts	572 497 369	670 446 088	(97 948 719)	-14,61%
TOTAL GENERAL DES CHARGES	22 435 172 934	22 397 807 091	37 365 843	0,17%

COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 1999

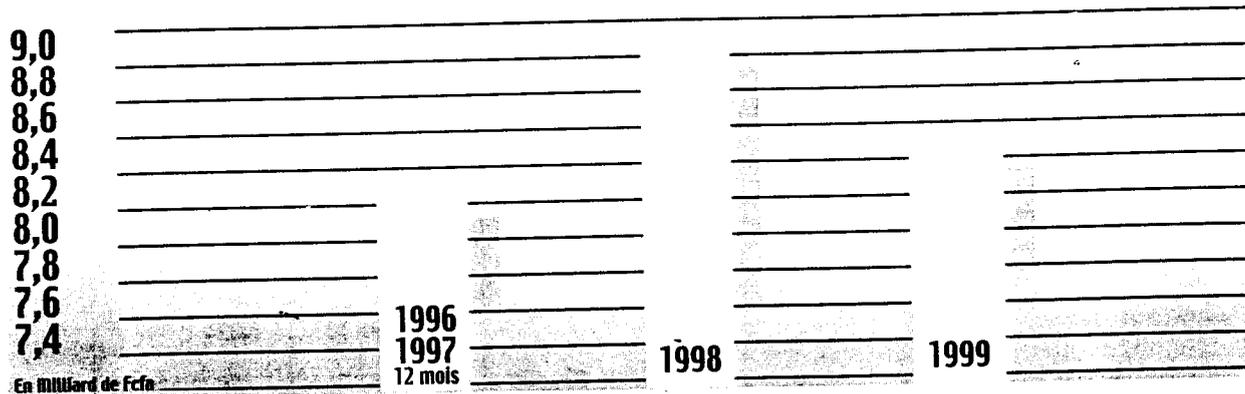
Compte de Résultat PRODUITS	VARIATIONS			
	Exercice 1999 (1)	Exercice 1998 (2)	VALEUR (1) - (2)	% [(1) - (2)] / (2)
ACTIVITE D'EXPLOITATION				
Ventes de produits fabriqués	20 999 718 854	22 886 119 437	(1 886 400 583)	-8,24%
Travaux, services vendus	184 747 879	176 981 280	7 766 599	4,39%
CHIFFRE D'AFFAIRES	21 184 466 733	23 063 100 717	(1 878 633 984)	-8,15%
Production stockée (ou déstockage)	603 480 707	(234 372 368)	837 853 075	-357,49%
Production immobilisée		9 379 980	(9 379 980)	
MARGE BRUTE SUR MATIERES	8 445 221 496	8 950 072 652	(504 851 156)	-5,64%
Autres produits	1 071 523 224	47 395 733	1 024 127 491	2160,80%
VALEUR AJOUTEE	2 946 676 681	3 416 762 743	(470 086 062)	-13,76%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	2 096 796 268	2 585 966 656	(489 170 388)	-18,92%
Reprises de provisions	236 385 856	488 758 950	(252 373 094)	-51,64%
Transferts de charges	4 274 338	21 202 192	(16 927 854)	-79,84%
Total des produits d'exploitation	23 100 130 858	23 395 465 204	(295 334 346)	-1,26%
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 746 323 175	2 415 380 023	(669 056 848)	-27,70%
ACTIVITE FINANCIERE				
Revenus financiers	33 595 463	193 441 503	(159 846 040)	-82,63%
Gains de change	221 341 908	70 041 746	151 300 162	216,01%
Reprises de provisions				
Transferts de charges				
Total des produits financiers	254 937 371	263 483 249	(8 545 878)	-3,24%
RESULTAT FINANCIER	(222 820 903)	(483 792 573)	260 971 670	-53,94%
Total des produits des activités ordinaires	23 355 068 229	23 658 948 453	(303 880 224)	-1,28%
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	1 523 502 272	1 931 587 450	(408 085 178)	-21,13%
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)				
Produits des cessions d'immobilisations				
Produits H.A.O.		5 000 000	(5 000 000)	-100,00%
Reprises H.A.O.				
Transferts de charges				
Total des produits H.A.O.	0	5 000 000	(5 000 000)	-100,00%
RESULTAT H.A.O.	(31 109 608)	5 000 000	(36 109 608)	-722,19%
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	23 355 068 229	23 663 948 453	(308 880 224)	-1,31%
RESULTAT NET	919 895 295	1 266 141 362	(346 246 067)	-27,35%



EVOLUTIONS



DE LA MARGE BRUTE SUR MATIERES



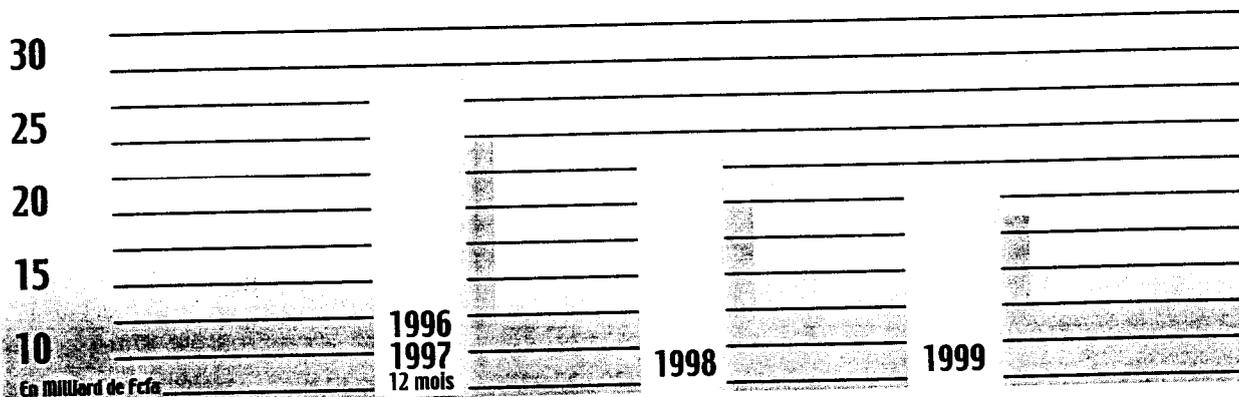
En milliard de Fcfa

1996
1997
12 mois

1998

1999

DU CHIFFRE D'AFFAIRES



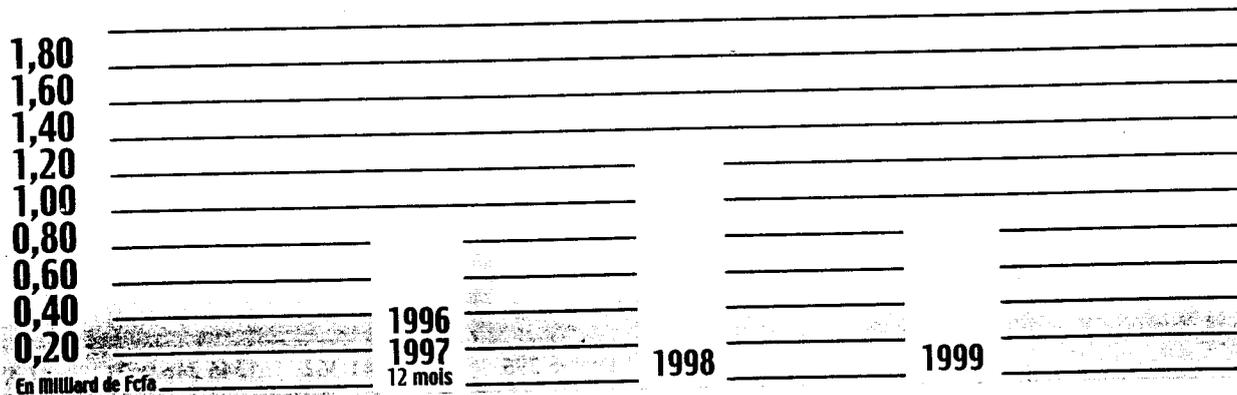
En milliard de Fcfa

1996
1997
12 mois

1998

1999

DU RESULTAT NET



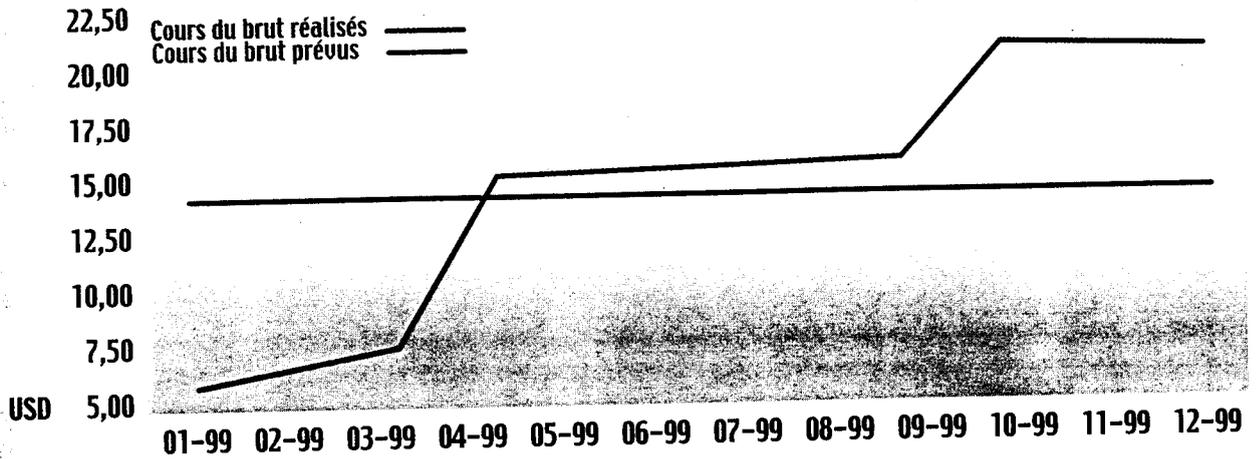
En milliard de Fcfa

1996
1997
12 mois

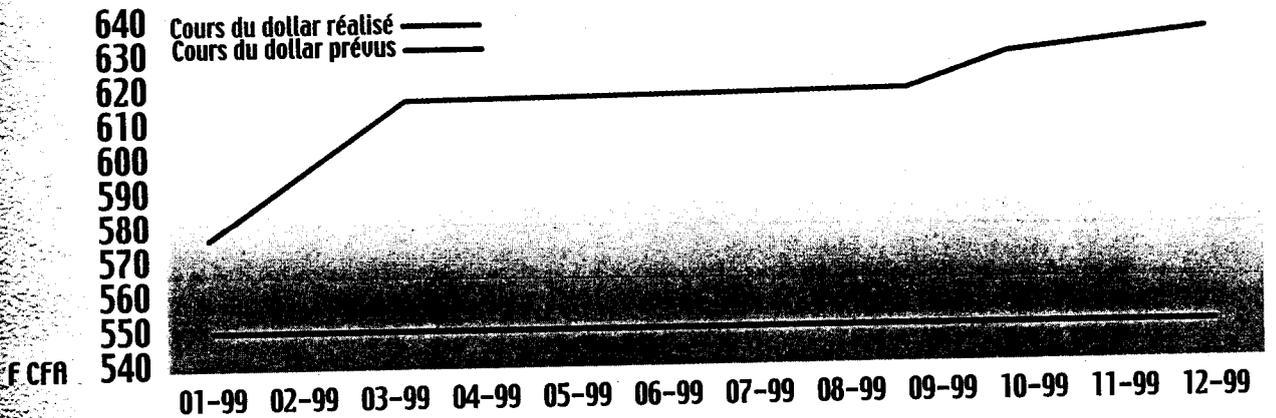
1998

1999

EVOLUTION DU COURS DU BRUT EN 1999



COURS DU DOLLAR AUX DATES D'ACHAT DE BRUT



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SMB EN 1999

